

BE-A0521_714276_800063_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Jéhonville. Dépôt 2012, 1826-1976 (1987)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	12
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	21
1 - 9 Registres aux délibérations. 1900-1976.....	21
1 - 5 Conseil communal.....	21
7 - 9 Collège échevinal.....	21
B. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	22
C. Répertoire des actes.....	22
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
13 - 14 Dossiers relatifs aux litiges opposant la commune à des architectes dans le cadre du projet de reconstruction de l'église. 1949-1952.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
B. Organisation des organes politiques.....	23
1. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
2. Bourgmestre.....	23

C. Organisation des services.....	24
D. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
30 - 35 Dossiers relatifs aux indemnités et autres avantages octroyés au personnel communal. 1949-1976.....	24
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	25
3. Dossiers du personnel.....	25
41 - 53 Dossiers du personnel enseignant. 1956-1967.....	25
III. Patrimoine.....	27
54 - 58 Plans dressés dans le cadre de la vente d'excédents de voirie. 1891-[XXe siècle].....	27
59 - 60 Dossiers relatifs à l'exploitation des produits forestiers. 1898-1977.....	27
68 - 69 Registres reprenant les inscriptions de ventes de bois et de locations de terres. 1954-1976.....	28
IV. Finances et fiscalité.....	30
A. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Budgets et annexes.....	30
83 - 87 Budgets annuels. 1938-1977.....	30
2. Registres de comptabilité.....	30
89 - 101 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1878-1976.....	30
89 - 92 Dépenses.....	30
93 - 94 Recettes.....	31
95 - 101 Recettes et dépenses.....	31
3. Subventions des autorités supérieures.....	31
B. Comptabilité du receveur.....	32
1. Registres de comptabilité.....	32
104 - 111 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1948-1976.....	32
2. Comptes et pièces justificatives.....	32
112 - 135 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1927-1976.....	32
136 - 140 Comptes annuels. 1934-1976.....	34
3. Entrée en fonction du receveur.....	34
143 - 144 Comptes de clerc à maître rendus par le receveur sortant au receveur entrant. 1940, 1975.....	34
C. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	34
148 - 154 Matrices cadastrales. [XIXe siècle-XXe siècle].....	35
155 - 156 États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [XIXe siècle-XXe siècle].....	35
V. État civil.....	37
A. Registres de l'état civil et tables.....	37
B. Cimetières et funérailles.....	37
C. Autres documents.....	37
164 - 165 Dossiers relatifs à des divorces. 1960, 1965.....	37
VI. Population.....	38
A. Généralités.....	38
166 - 169 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1931-1967.....	38
B. Registres et mouvements de la population.....	38
170 - 181 Registres de la population. 1877-1976.....	38
182 - 185 Index des registres de la population. [Seconde moitié du XIXe siècle]-1960.....	39
186 - 187 Registres des entrées. 1901-1976.....	39
188 - 189 Registres de sorties. 1922-1976.....	39
190 - 191 Registres des étrangers. 1934-1976.....	40

192 - 196 Certificats et avis de changement de résidence dressés dans le cadre d'entrées dans la commune. 1936-1970.....	40
C. Recensements et autres états de la population.....	40
197 - 198 Bulletins dressés dans le cadre des recensements de la population. 1930, 1947.....	40
203 - 204 Tableaux présentant le relevé chiffré de la population dans la commune. 1951-1967.....	41
205 - 206 Pièces relatives aux discordances et anomalies détectées lors de l'établissement des statistiques démographiques. 1955-1956.....	41
D. Cartes d'identité et passeports.....	42
VII. Élections.....	43
A. Listes électorales et listes dérivées.....	43
212 - 220 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1952-1974.....	43
B. Révision des listes électorales.....	43
C. Dossiers des élections.....	44
222 - 230 Dossiers des élections. 1932-1968.....	44
222 - 227 Communales.....	44
228 - 230 Législatives et provinciales.....	44
VIII. Affaires militaires et guerres.....	45
A. Généralités.....	45
B. Service militaire.....	45
234 - 235 Registres d'inscription des personnes appelées pour la levée de la milice. 1862-1900.....	45
236 - 240 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1934-1978.....	45
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	46
242 - 244 Registres de classement. 1949-1951.....	46
D. Guerres et conséquences.....	46
249 - 251 Pièces relatives à l'octroi de statuts liés à la guerre. 1949-1960.....	46
IX. Ordre et sécurité publics.....	48
A. Personnel.....	48
B. Missions de police administrative.....	48
C. Missions de police judiciaire.....	48
259 - 261 Registres des condamnations judiciaires. 1881-[seconde moitié XXe siècle].....	48
X. Santé publique.....	49
A. Lutte contre les maladies.....	49
264 - 265 Dossiers relatifs aux campagnes de vaccination réalisées sur le territoire communal. 1948-1973.....	49
266 - 267 Registres des assujettis à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire. 1958-1978.....	49
B. Police sanitaire des animaux domestiques.....	49
269 - 270 Dossiers relatifs aux maladies touchant les animaux et aux mesures de protection prises pour lutter contre celles-ci. 1938-1976.....	49
C. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	49
D. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	50
274 - 280 Dossiers relatifs aux demandes introduites par l'administration communale en vue d'ouvrir des carrières dans les bois. 1930-1944.....	50
281 - 292 Dossiers relatifs aux demandes introduites en vue d'établir des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. 1949-1972.....	50
E. Autres préoccupations relatives à l'environnement.....	51
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	52

A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	52
1. Maison communale.....	52
2. Lavoirs et fontaines.....	52
3. École.....	52
4. Plaine de sports et terrain de football.....	52
5. Église et presbytère.....	52
6. Cimetière.....	54
7. Autres biens et installations immobilières.....	54
B. Travaux d'embellissement.....	54
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais, etc.).....	54
322 - 342 Dossiers relatifs à la modernisation, à l'amélioration et à l'entretien de chemins. 1926-1976.....	54
322 - 330 Agricoles et de culture.....	54
331 - 333 Grande communication.....	55
334 - 342 Ordinaires.....	55
345 - 346 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de la voirie intérieure. 1952-1961.....	56
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	57
356 - 357 Dossiers relatifs au curage des ruisseaux. 1971-1972.....	57
E. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	57
1. Distribution d'eau.....	57
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	58
3. Téléphone.....	60
4. Aviation.....	60
F. Aménagement du territoire.....	60
386 - 390 Dossiers de demandes de permis de bâtir. 1970-1976.....	60
XII. Enseignement.....	62
A. Généralités.....	62
B. Personnel.....	62
C. Finances.....	62
405 - 406 Comptes annuels. 1964-1975.....	62
D. Obligation scolaire.....	63
XIII. Culture, sports et divertissements.....	64
XIV. Économie.....	65
A. Agriculture et sylviculture.....	65
B. Élevage.....	65
419 - 420 Registres des taureaux. 1950-1966.....	65
C. Industrie et artisanat.....	66
D. Approvisionnement.....	66
XV. Social.....	67
A. Fondations.....	67
B. Prise en charge et placement des chômeurs.....	67
C. Aide aux personnes âgées.....	67
426 - 427 Registres d'inscription des personnes admises au bénéfice de la majoration de rente de vieillesse. 1950-1970.....	67
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	68
A. Bureau de bienfaisance.....	68
B. Commission d'assistance publique.....	68
1. Généralités.....	68
2. Cadre général.....	68
3. Personnel.....	68
4. Patrimoine.....	68
5. Finances.....	69

435 - 438 Budgets annuels. 1948-1977.....	69
439 - 441 Comptes annuels. 1950-1976.....	69
6. Exécution des tâches.....	69
444 - 446 Dossiers relatifs aux demandes de secours introduites par des particuliers. 1968-1972.....	69
XVII. Fabriques d'église.....	70
A. Paroisse Saint-Étienne d'Assenois.....	70
447 - 449 Budgets annuels. 1943-1969.....	70
450 - 452 Comptes annuels. 1941-1968.....	70
B. Paroisse Saint-Maximin de Jéhonville.....	70
1. Personnel.....	70
2. Patrimoine.....	70
3. Finances.....	71
457 - 461 Budgets annuels. 1929-1973.....	71
462 - 467 Comptes annuels. 1927-1971.....	71

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Jéhonville (Bertrix). Dépôt 2012

Période:

1826-1977 (1987)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1555

Etendue:

- Etendue inventoriée: 9.40 m
- Dernière cote d'inventaire: 469.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Jéhonville, 1795-1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Jéhonville

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Jéhonville dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Paliseul, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Jéhonville devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de la justice de paix de Paliseul ¹.

La commune dépend successivement du département des Forêts, du grand-duché puis de la province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Moselle). À partir de 1800, Jéhonville fait partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau. Au niveau judiciaire, Jéhonville relève tour à tour des arrondissements d'Habay-la-Neuve (1795-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), puis de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814). Jéhonville relève par ailleurs successivement des cantons de milice de Bouillon (1817), puis de Paliseul (1857) ².

En 1823, la commune se compose des hameaux d'Acremont, Blanche-Oreille, Jéhonville et Lesart ³.

On compte 608 habitants en 1801 et 845 en 1846 ⁴. Au 1er janvier 1893, la commune se compose de 826 habitants (tous catholiques romains sauf à Sart où il y a un protestant), de 195 maisons, de 201 feux, de 155 granges et de 192 écuries ⁵. La population diminue ensuite à 775 habitants en 1910, 679 en 1961 ⁶ et 664 en 1970 (dont 184 à Sart, 221 à Jéhonville, 141 à Acremont et 118 à Blanche-Oreille) ⁷. Au 31 décembre 1973, la commune qui s'étend sur un

1 Vrielinck S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 Tandel É., Les communes luxembourgeoises, t. VIB : L'arrondissement de Neufchâteau, dans Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, t. XXVIII, Arlon, 1893, p. 926.

4 Art. Jéhonville, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administratives, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 758.

5 Tandel É., Les communes..., p. 927.

6 Art. Jéhonville, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 758.

7 Archives de l'État à Arlon, Commune de Jéhonville. Dépôt 2012, n° 18.

peu plus de 3.208 hectares compte 632 habitants ⁸et 621 en 1976, à la veille de la fusion des communes ⁹.

Au XIXe siècle, les petits métiers, tels que fileur, tisserand ou encore sabotier, prospèrent dans le village. Durant la seconde moitié du XXe siècle, plus de la moitié de la population est toujours occupée dans le secteur agricole. Toutefois, la désaffectation des terroirs ruraux entraîne une dépopulation ¹⁰.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Bertrix, Orgeo (à l'exception de la section de Nevraumont), Auby-sur-Semois et certaines sections d'Offagne (Assenois, Glaumont et La Géripont) et de Jéhonville (Acremont et Blanche-Oreille) est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur (groupe 24). Le reste des communes de Jéhonville et d'Offagne doivent ainsi rejoindre Paliseul, Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Framont, Maissin, Nollevaux et Opont pour former la nouvelle commune de Paliseul (groupe 28) ¹¹. Le 18 novembre de la même année, les membres du Conseil communal se réunissent pour statuer sur le projet susdit. Ils rejettent à l'unanimité le projet qui vise à diviser la commune en deux parties et réclament la fusion de l'entièreté de la commune de Jéhonville avec la nouvelle entité qui aura Bertrix comme centre. Pour appuyer ces décisions, les conseillers communaux mettent notamment en avant la pétition introduite en 1973 par les habitants d'Acremont et Blanche-Oreille dans laquelle ces derniers invitaient les autorités responsables à fusionner leur section avec la commune de Bertrix, ainsi que le procès-verbal du dépouillement du référendum fait dans les sections de Jéhonville et Sart. Dans celui-ci, 100 % des participants ont répondu oui à la question " demandez-vous que toutes les sections de la commune soient reprises ensemble dans une même grande commune ? ". Dans le même référendum, la question qui envisage la reprise de Jéhonville dans une grande commune qui aurait comme centre Bertrix remporte 67 % des suffrages, tandis que seuls 33 % des répondants envisagent un rapprochement avec Paliseul. Cette volonté de fusionner l'ensemble de Jéhonville avec la commune de Bertrix est d'ailleurs déjà posée dans une délibération du Conseil communal du 12 octobre 1973. Le 19 décembre 1974, les collèges des bourgmestre et échevins des communes d'Auby-sur-Semois, Bertrix, Cugnon, Jéhonville et Orgeo rédigent une déclaration commune dans laquelle ils expriment leur volonté de fusionner ensemble avec Bertrix retenue comme commune-centre et sollicitent le ministre de l'Intérieur pour que soit respectée leur volonté et celle des populations ¹².

Finalement, le 1er janvier 1977, les communes de Bertrix, Auby-sur-Semois, Cugnon, Jéhonville et Orgeo sont fusionnées en une nouvelle commune qui porte le nom de Bertrix. Une partie de la nouvelle commune de Paliseul correspondant aux anciennes sections d'Assenois, de Glaumont et de Girgaine est également rattachée à cette nouvelle entité.

La fusion qui crée une commune de 7.067 habitants pour 13.732 hectares est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 17 septembre 1975 : " La commune de Bertrix, centre de cette entité, a une

8 Idem.

9 Art. Jéhonville, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 758.

10 Idem.

11 AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Bertrix ", n° 192.

12 AÉA, Com. Jéhonville 2012, n° 18.

superficie importante. L'adjonction des communes limitrophes polarisées par le centre favorisera grandement son expansion. Ce regroupement s'appuie sur une infrastructure routière qui met chaque village en communication directe avec le centre qui rassemble les principaux services. Un projet d'aéroport pour le fret international existe à Jéhonville. Il importe donc que l'ensemble de cette commune soit rattachée à un centre dynamique, important " ¹³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal

13 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

14 Pasinomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal. Il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la commune de Bertrix constitué par les Archives de l'État.

Entre 1909 et 1937, les archives communales sont bien tenues et en bon état

¹⁵.

En 2010, les archives sont conservées dans le grenier de l'administration communale. Les conditions climatiques présentes dans les locaux sont peu adaptées à la conservation des documents. La majorité des archives sont conservées dans des boîtes de type " La Charte ". Les registres, quant à eux,

sont dépourvus de tout conditionnement et sont donc, dès lors, souvent détériorés. Les plans ne bénéficient pas non plus d'un conditionnement adéquat. Ils sont soit stockés dans des sacs poubelles, soit dans du papier Kraft. Le reste des archives est conservé dans des armoires métalliques, des fardes à anneaux, des enveloppes en papier, des signataires, des malles en cuir ou encore dans des caisses en carton. Les boîtes sont majoritairement stockées sur des rayonnages à ossature en bois ou en métal. Mais, faute de place, de nombreuses boîtes sont déposées à même le sol, voire sur les planches supérieures des rayonnages, à hauteur de plafond et à proximité immédiate de sources de lumière.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 28 décembre 2012, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. La commune charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Dépôt de la commune de Bertrix inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Arlon sous le n° 2012/029.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Jéhonville entre 1826 et 1977. Comme pour nombre d'autres communes, force est de constater qu'à l'exception de registres (notamment les registres en dépôt de l'Administration du Cadastre), peu d'archives antérieures à la Seconde Guerre mondiale nous sont parvenues. Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des

rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les

recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langue

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Studia*, n° 1).
Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Manuale*, n° 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁶. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative pour les services communaux et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient classées selon le système de classement décimal national (CDN) développé par l'Union des Villes et Communes. Ce type

¹⁶ <http://geoportail.wallonie.be>.

de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁷. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁸.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

17 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

18 Gadeyne G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

1 - 9 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1900-1976.

1 - 5 CONSEIL COMMUNAL.

1	25 novembre 1900 - 31 mai 1920.	1 volume
2	20 janvier 1941 - 5 octobre 1950.	1 volume
3	5 octobre 1950 - 19 décembre 1959.	1 volume
4	19 janvier 1960 - 7 mars 1973.	1 volume
5	20 octobre 1969 - 20 décembre 1976.	1 volume
6	18 avril 1973 - 6 décembre 1976.	1 volume
	<i>7 - 9 COLLÈGE ÉCHEVINAL.</i>	
7	11 janvier 1948 - 12 janvier 1963.	1 volume
8	26 janvier 1963 - 20 août 1970.	1 volume
9	3 septembre 1970 - 20 décembre 1976.	1 volume
10	Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal. 1939-1971.	1 chemise

B. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

- 11 Registre pour l'inscription des publications et des procès-verbaux d'enquêtes de commodo et incommodo. 1947-1958. 1 volume

C. RÉPERTOIRE DES ACTES

- 12 " Registre ouvert par l'administration de la commune pour inscrire l'arrivée du Mémorial administratif du grand-duché de Luxembourg, et la publication de ceux des actes qu'il renferme, à l'égard desquels cette mesure est recommandée ainsi que l'arrivée, la publication et l'apposition des affiches ou placards contenant des arrêtés, ordonnances, règlements, avis et autres actes émanés de l'administration provinciale ou supérieure ". 1826-1830. 1 cahier

D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 13 - 14 DOSSIERS RELATIFS AUX LITIGES OPPOSANT LA COMMUNE À DES ARCHITECTES DANS LE CADRE DU PROJET DE RECONSTRUCTION DE L'ÉGLISE. 1949-1952.
- 13 Ba. R. et Du. J., 1949-1951. 1 chemise
- 14 Pl. P., 1951-1952. 1 chemise
- 15 Dossier relatif au litige qui oppose la commune aux habitants de la section de Gurhaumont au sujet de l'exercice du droit de propriété des habitants de cette section sur le bois de " Batte-Pays ". 1949-1955. 1 chemise
- 16 Pièces relatives au litige opposant la commune à G. Ve. dans le cadre du paiement d'une facture liée à un repas pris suite à la réception des travaux de modernisation du chemin n° 351. 1972-1974. 1 chemise
- 17 Pièces relatives au litige qui oppose la commune à R. Sa. dans le cadre de l'acquisition de lots de bois. 1975-1976. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

18 Dossier relatif à la fusion des communes. 1971-1974. 1 chemise

2. TERRITOIRE

19 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune. 1828. 1 cahier

--- Procès-verbal de la division du territoire de la commune en sections. 1828.

20 Croquis visuel des limites de la commune. [1828]. 1 cahier

B. ORGANISATION DES ORGANES POLITIQUES

1. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

21 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation du traitement des échevins. 1955-1972. 1 chemise

22 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la pension d'Albert Noël, ancien échevin. 1971, 1973. 2 pièces

2. BOURGMESTRE

23 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation du traitement du bourgmestre. 1953-1972. 1 chemise

24 Procès-verbal de prestation de serment de Fernand Pirot. 1959. 1 pièce

25 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation du montant de la pension d'Eugène Godard, ancien bourgmestre et échevin, et de son ayant droit. 1959-1973. 1 chemise

C. ORGANISATION DES SERVICES

- 26 Devis, cahier spécial des charges, procès-verbal d'adjudication et plan relatifs à la construction d'un traineau chasse-neige. 1924-1925. 1 pièce
- 27 Pièces relatives à l'installation du téléphone chez le cantonnier, le garde forestier et le garde champêtre. 1965-1972. 1 chemise
- 28 Dossier relatif à l'acquisition de mobilier pour la maison communale. 1971-1972. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

- 29 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Dossier relatif aux statuts pécuniaires et à la fixation du traitement du personnel communal. 1947-1976. 1 chemise

30 - 35 DOSSIERS RELATIFS AUX INDEMNITÉS ET AUTRES AVANTAGES OCTROYÉS AU PERSONNEL COMMUNAL. 1949-1976.

- 30 Bonification de restructuration, 1967. 1 chemise
- 31 Indemnité de parcours et de mobilité, 1966-1975. 1 chemise
- 32 Outillage, 1949. 1 pièce
- 33 Pécules de vacance, 1956-1976. 1 chemise
- 34 Programmation, 1966-1975. 1 chemise
- 35 Uniforme, 1967. 1 pièce
- 36 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi d'une indemnité aux personnes qui tiennent le téléphone public. 1951. 2 pièces

-
- 37 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux rémunérations octroyées aux ouvriers communaux employés occasionnellement par la commune. 1964-1976. 1 chemise
- 38 Tableau contenant des renseignements statistiques sur le personnel communal enseignant et assimilé au 30 juin 1966. 1966. 1 pièce
2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX
Consulter le n° 402 du présent inventaire.
3. DOSSIERS DU PERSONNEL
- 39 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et acte de prestation de serment relatifs à la nomination provisoire, puis définitive de Louis Diez à la fonction de secrétaire communal. 1940, 1946. 1 chemise
- 40 Dossier individuel d'Eugène Antoine, garde champêtre. 1949-1974. 1 chemise
- 41 *41 - 53 DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT. 1956-1967.*
Arnould (épouse Chauvaux), 1959. 1 pièce
- 42 Belva, 1959. 1 pièce
- 43 Dufoing Paulette, 1956-1962. 1 chemise
- 44 Fontaine Marie-Louise (épouse Gouverneur), 1960-1967. 2 pièces
- 45 Gilson Jean, 1956-1962. 1 chemise
- 46 Jacques Anne-Marie, 1956. 1 chemise
- 47 Lambert Maria (épouse Boulard), 1960. 2 pièces

48	Ledent Ghislaine, 1961-1964.	1 chemise
49	Maizières, 1961.	1 chemise
50	Pinson Claudine, 1964-1966.	1 chemise
51	Tallier Guy, 1962-1967.	1 chemise
52	Toussaint C. (épouse Otjacques), 1957.	2 pièces
53	Van Cauwelaert Anna (épouse Van de Walle), 1959.	1 chemise

III. PATRIMOINE

54 - 58 PLANS DRESSÉS DANS LE CADRE DE LA VENTE D'EXCÉDENTS DE VOIRIE. 1891-[XXE SIÈCLE].

- 54 Dupuis-Ansay (veuve), 1916. 1 pièce
- 55 Foulon A., [XXe siècle]. 1 pièce
- 56 Prignon Adolphe, 1891. 1 pièce
- 57 Sensique Joseph, 1916. 1 pièce
- 58 Wavreille-Hallebardier, 1916. 1 pièce
- 59 - 60 DOSSIERS RELATIFS À L'EXPLOITATION DES PRODUITS FORESTIERS. 1898-1977.*
- 59 1898-1968. 1 liasse
- 60 1969-1977. 1 liasse
- 61 Dossier relatif à la location et à la relocation de parcelles de terrains et de biens ruraux. 1901-1967. 1 liasse
- 62 Plan représentant un excédent de voirie demandé en échange par Joseph Martin contre une aisance lui appartenant. 1916. 1 pièce
- 63 Actes d'acquisition de terrains en vue de les incorporer dans le chemin n° 20 reliant Sart à Offagne. 1928. 1 chemise
- 64 Plan de lotissement de parcelles sises à " La Haye " en vue de leur vente. 1932. 1 pièce
- 65 Pièces relatives aux demandes introduites par Maurice Prignon et Firmin Mareschal en vue d'acquérir deux excédents du chemin n° 24. 1936.

-
- 1 chemise
- 66 Acte d'acquisition d'une emprise à prendre dans une parcelle de terrain sise au lieu-dit " Devant le Fath " appartenant à Nestor Hubert. 1943.
1 pièce
- 67 Acte de cession de terrain établi entre la commune et Maurice Prignon pour un excédent du chemin n° 24. 1947.
1 pièce
- 68 - 69 *REGISTRES REPRENANT LES INSCRIPTIONS DE VENTES DE BOIS ET DE LOCATIONS DE TERRES. 1954-1976.*
- 68 1954-1958.
1 cahier
- 69 1964-1976.
1 cahier
- 70 Décision du Conseil de Fabrique de Framont relative à la proposition faite par l'administration communale de Jéhonville d'acheter une bande de terrain en vue de l'élargissement de la route reliant Sart à Paliseul. 1956.
1 pièce
- 71 Pièces relatives aux acquisitions à réaliser en vue d'aménager un tronçon du chemin n° 7 reliant Acremont à Blanche-Oreille et de permettre le raccordement de l'immeuble Ruth-Boniver aux égouts et à la distribution d'eau. 1960-1962.
1 chemise
- 72 Dossier relatif à l'affouage. 1963-1975.
1 chemise
- 73 Dossier relatif au projet d'acquisition d'une chapelle sise à Acremont et appartenant à la famille Burnet. 1964-1965.
1 chemise
- 74 Dossier relatif à la vente d'un excédent de voirie à Eugène Labbé. 1967-1973.
1 chemise
- 75 Dossier relatif à la convention d'emprise et de déboisement sollicitée par la SA Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) afin de réaliser les travaux d'installation d'une ligne aérienne haute tension. 1969.
1 chemise

-
- 76 Pièces relatives à la demande introduite par l'administration communale en vue d'obtenir l'autorisation de passer sur une partie de la propriété de Joseph et Anne-Marie Goffinet afin de réaliser des travaux d'extension de la distribution d'eau. 1970-1972.
1 chemise
- 77 Pièce contenant l'identité du locataire de la chasse pour 1971 ainsi que la part revenant à la commune. 21 février 1972.
1 pièce
- 78 Convention conclue entre le garde forestier et l'administration communale relative à la mise à disposition du logement scolaire de Jéhonville. 1973.
1 pièce
- 79 Registre des ventes de bois. 1974-1976.
1 volume
- 80 Pièces relatives à la vente publique aux enchères et par lots de matériaux provenant de l'éclairage public ou des écoles communales restaurés récemment. 1976.
1 chemise
- 81 Relevés des superficies des terres incultes communales, des boisements communaux et des bois particuliers. [Seconde moitié XXe siècle].
1 chemise
- 82 Livre sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt appartenant à la commune. [Seconde moitié XXe siècle].
1 volume

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

83 - 87 *BUDGETS ANNUELS. 1938-1977.*
1938-1939.

2 cahiers

84 1940-1949.

1 liasse

85 1950-1959.

1 liasse

86 1960-1969.

1 liasse

87 1970-1977.

1 liasse

88 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs
aux douzièmes provisoires. 1972.

1 chemise

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

89 - 101 *GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1878-*
1976.

89 89 - 92 Dépenses.
1878-1905.

1 volume

90 1905-1937.

1 volume

91 1938-1940.

1 cahier

92 1944-1945.

1 cahier

93	93 - 94 Recettes. 1965.	1 chemise
94	1975.	1 chemise
95	95 - 101 Recettes et dépenses. 1960.	1 chemise
96	1961.	1 chemise
97	1962.	1 chemise
98	1963.	1 chemise
99	1964.	1 chemise
100	1966.	1 chemise
101	1976.	1 chemise
102	3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Registre des demandes introduites auprès de l'autorité supérieure en obtention de subsides en faveur de dépenses extraordinaires. 1946-1962.	1 cahier
103	Dossier relatif à la superficie de la voirie permettant le calcul de la répartition de la tranche " voirie " du Fonds des communes. 1965- 1976.	1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

*104 - 111 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.
1948-1976.*

104	1948-1949.	1 liasse
105	1969.	1 liasse
106	1970.	1 cahier
107	1971.	1 cahier
108	1972.	1 cahier
109	1973.	1 cahier
110	1974.	1 cahier
111	1976.	1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

*112 - 135 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1927-
1976.*

112	1927.	1 pièce
113	1938.	1 liasse
114	1939.	1 liasse
115	1940.	1 liasse

116	1941.	1 liasse
117	1942.	1 liasse
118	1943.	1 liasse
119	1944.	1 liasse
120	1945.	1 liasse
121	1946.	1 liasse
122	1947.	1 liasse
123	1948.	1 liasse
124	1949.	1 liasse
125	1950.	1 liasse
126	1956.	1 liasse
127	1959.	1 chemise
128	1960.	1 chemise
129	1962 (recettes et dépenses).	1 liasse
130	1962 (dépenses).	1 liasse
131	1968.	1 liasse
132	1974 (recettes et dépenses).	

		1 liasse
133	1974 (dépenses).	1 liasse
134	1976 (recettes et dépenses).	1 liasse
135	1976 (dépenses).	1 liasse
136	<i>136 - 140 COMPTES ANNUELS. 1934-1976. 1934-1939.</i>	1 chemise
137	1940-1949.	1 liasse
138	1950-1959.	1 liasse
139	1960-1969.	1 liasse
140	1970-1976.	1 liasse
141	États justificatifs de comptes communaux. 1951-1965.	1 chemise
142	Tableaux des arriérés restant à recouvrer. 1963-1966.	1 chemise
	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR	
143	<i>143 - 144 COMPTES DE CLERC À MAÎTRE RENDUS PAR LE RECEVEUR SORTANT AU RECEVEUR ENTRANT. 1940, 1975. Camille Boël à M. Duchêne, 1940.</i>	1 cahier
144	Yvon Vilaine à Jean Lisoir, 1975.	1 cahier
145	<i>C. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Table indiquant les numéros de parcelles du plan primitif et leur	

-
- renvoi aux articles de la matrice cadastrale. [1842]-1879. 1 volume
- 146 Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières non-bâties et bâties. 1844. 1 volume
- 147 Registre aux réclamations permettant de consigner ou laisser consigner les erreurs qui peuvent exister au cadastre. 1876-1940. 1 pièce
- 148 148 - 154 MATRICES CADASTRALES. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE].
Volume 1 (art. 1-418). 1 volume
- 149 Volume 2 (art. 419-510). 1 volume
- 150 Volume 3 (art. 511-830). 1 volume
- 151 Volume 4 (art. 831-1136). 1 volume
- 152 Volume 5 (art. 1137). 1 pièce
- 153 Volume 6 (art. 1357-1599). 1 volume
- 154 Volume 7 (art. 1600-1640). 1 volume
- 155 155 - 156 ÉTATS DES COPROPRIÉTAIRES DES PROPRIÉTÉS
POSSÉDÉES PAR INDIVIS DANS LA COMMUNE. [XIXE SIÈCLE-XXE
SIÈCLE].
Volume 1. 1 volume
- 156 Volume 2. 1 volume
- 157 Registre des nouvelles constructions, reconstructions, agrandissements, changements de nature, dont la mutation est ajournée, des terres vaines et vagues mises en culture et des terres nouvellement boisées, des terrains récemment plantés, des

nouvelles constructions, démolitions, transformations et tous autres changements relevés au cours des opérations de la révision des propriétés bâties et des modifications à apporter à la configuration des parcelles ensuite de leur affectation partielle à une nature de culture inscrite, relevée au cours des opérations de la révision des propriétés non-bâties. 1958-1960.

1 cahier

158 Tableaux des parcelles expertisées. [1961-1972 ?].

1 chemise

159 Extraits de la matrice cadastrale dressés à l'initiative de l'Institut national de statistique (INS). [Seconde moitié XXe siècle].

1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 160 Registre supplémentaire aux actes de naissance. 1936. 1 cahier
- 161 Registre d'indigénat. 1936, 1951. 1 cahier
- 162 Table alphabétique des actes d'adoption inscrits dans les registres pour l'année 1936. 1937. 1 pièce

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 163 Dossier relatif aux concessions de sépulture. [Première moitié XXe siècle]. 1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS

- 164 164 - 165 DOSSIERS RELATIFS À DES DIVORCES. 1960, 1965. Bo. et Ma., 1965. 1 pièce
- 165 Bo. et Pe., 1960. 1 pièce

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

166 - 169 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS
DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1931-1967.

166	1931-1939.	1 chemise
167	1940, 1942-1949.	1 chemise
168	1950-1959.	1 chemise
169	1960-1967.	1 chemise

B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

170 - 181 REGISTRES DE LA POPULATION. 1877-1976.
1860-1868.

468	1860-1868.	1 volume
170	1877-1890.	1 volume
171	1891-1900.	1 volume
172	1901-1910.	1 volume
173	1911-1921.	1 volume
174	1922-1930.	1 volume
175	1931-1947 (vol. 1, fol. 1-130)	1 volume
176	1931-1947 (vol. 2, fol. 131-220).	1 volume
177	1931-1947 (vol. 3, fol. 221-230).	

		1 volume
178	1948-1960 (vol. 1, fol. 1-140).	1 volume
179	1948-1960 (vol. 2, fol. 141-340).	1 volume
180	1961-1970.	1 volume
181	1971-1976.	1 volume
469	182 - 185 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. [SECONDE MOITIÉ DU XIXE SIÈCLE]-1960. Fragments des registres en mauvais état matériel.	1 pièce et 3 cahiers
182	1911-1921.	1 pièce et 3 cahiers
183	1922-1930.	1 pièce et 3 cahiers
184	1931-1947.	1 pièce et 3 cahiers
185	1948-1960.	1 pièce et 3 cahiers
186	186 - 187 REGISTRES DES ENTRÉES. 1901-1976. 1901-1947.	1 volume
187	1961-1976.	1 volume
188	188 - 189 REGISTRES DE SORTIES. 1922-1976. 1922-1938.	1 volume
189	1961-1976.	1 volume

190	190 - 191 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1934-1976. 1934-1958.	1 volume
191	1954-1976.	1 volume
192	192 - 196 CERTIFICATS ET AVIS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE DRESSÉS DANS LE CADRE D'ENTRÉES DANS LA COMMUNE. 1936- 1970. 1936-1939.	1 chemise
193	1940-1942, 1944-1949.	1 chemise
194	1950-1959.	1 chemise
195	1960-1969.	1 chemise
196	1970.	1 chemise
<i>C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i>		
197	197 - 198 BULLETINS DRESSÉS DANS LE CADRE DES RECENSEMENTS DE LA POPULATION. 1930, 1947. 31 décembre 1930.	1 liasse
198	31 décembre 1947.	1 liasse
199	Pièces relatives au recensement de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. 1947-1948.	1 chemise
200	Déclaration contenant la situation de la population au 31 décembre 1947. 23 septembre 1948.	1 pièce
201	Courrier du greffier provincial dans lequel il prie le bourgmestre de lui fournir la population, d'après le recensement général au 31	

décembre 1947, des localités, hameaux et écarts qui composent la commune et réponse. 1948-1949.

2 pièces

202 Courrier du commissaire d'arrondissement sollicitant des informations relatives à la population et aux logements. 1951.
1 chemise

203 203 - 204 TABLEAUX PRÉSENTANT LE RELEVÉ CHIFFRÉ DE LA POPULATION DANS LA COMMUNE. 1951-1967.
1951-1956.
1 chemise

204 1966-1967.
1 chemise

205 205 - 206 PIÈCES RELATIVES AUX DISCORDANCES ET ANOMALIES DÉTECTÉES LORS DE L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES. 1955-1956.
1955.
2 pièces

206 1956.
1 chemise

207 Courrier adressé à un ingénieur contenant le relevé de la population dans la commune au 31 décembre 1960 et au 31 décembre 1961. 1962.
1 pièce

208 Courrier de la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) sollicitant l'envoi de renseignements d'ordre statistique sur la population, le nombre de maisons, le nombre de maisons occupées par intermittence, le nombre d'établissements industriels, le nombre de maison de commerce, les lotissements prévus et le nombre d'immeubles prévus dans ces lotissements ainsi que le type de ces constructions et réponse. 1969.
1 chemise

209 Enquête sur une application éventuelle de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux ou loyers. [Seconde moitié XXe siècle].
1 pièce

- 210** *D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
Registre de contrôle des cartes d'identité pour étrangers. 1965-1976.
1 volume

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

211	Liste des électeurs aux chambres législatives et aux conseils communaux pour 1936 à 1937. 1935.	1 cahier
212	212 - 220 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1952-1974. 1952-1954.	1 cahier
213	1954-1956.	1 cahier
214	1956-1958.	1 cahier
215	1958-1960.	1 cahier
216	1960-1962.	1 cahier
217	1962-1964.	1 cahier
218	1964-1966.	1 cahier
219	1966-1968.	1 cahier
220	1972-1974.	1 cahier
221	B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES Affiches relatives à la révision des listes électorales. 1959, 1965.	2 pièces

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

222 - 230 DOSSIERS DES ÉLECTIONS. 1932-1968.

222 - 227 COMMUNALES.

222	9 octobre 1932.	1 cahier
223	9 octobre 1938.	1 cahier
224	24 novembre 1946.	1 chemise
225	12 octobre 1952.	1 chemise
226	12 octobre 1958.	1 chemise
227	11 octobre 1964.	1 chemise
228	228 - 230 LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 26 mars 1961.	2 pièces
229	23 mai 1965.	1 chemise
230	31 mars 1968.	1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

- 231 Affiche présentant la loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi des pigeons pour l'espionnage. 1923.
1 pièce
- 232 Registre pour l'inscription des autorisations accordées pour l'établissement de colombiers. 1963.
1 cahier
- 233 Pièces relatives à la demande introduite par l'Entente Colombophile de Bertrix en vue d'obtenir l'autorisation d'ouvrir un colombier. 1963.
1 chemise

B. SERVICE MILITAIRE

- 234 - 235 REGISTRES D'INSCRIPTION DES PERSONNES APPELÉES POUR LA LEVÉE DE LA MILICE. 1862-1900.
1862-1879.
1 volume
- 235 1891-1900.
1 volume
- Listes alphabétiques des inscrits. 1862-1900.
- Listes des ajournés et des dispensés. 1891-1900.
- 236 - 240 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1934-1978.
1934-1939.
1 liasse
- 237 1940-1949.
1 liasse
- 238 1950-1959.
1 liasse
- 239 1960-1969.
1 chemise
- 240 1970-1976, 1978.
1 liasse

*C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES
EN TEMPS DE PAIX*

- 241 Affiche relative au recensement des véhicules automobiles et des motocyclettes. 1949. 1 pièce
- 242 242 - 244 REGISTRES DE CLASSEMENT. 1949-1951.
Motocyclettes, 1949-1950. 1 cahier
- 243 Véhicules automobiles, 1949. 1 cahier
- 244 Véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques
(catégories A, F, H et I), 1951. 1 chemise
- 245 Affiche relative au recensement des véhicules automobiles,
remorques et engins mécaniques. [1950 ?]. 1 pièce
- D. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 246 Listes relatives à la comptabilité des timbres. [1940-1945]. 1 pièce
- 247 " Registre n° II " ou relevé des moutures. [1940-1945]. 2 pièces
- 248 Registre des bons d'approvisionnement en savon. 1941. 1 cahier
- 249 249 - 251 PIÈCES RELATIVES À L'OCTROI DE STATUTS LIÉS À LA
GUERRE. 1949-1960.
Prisonniers politiques, 1949. 2 pièces
- 250 Réfractaires, 1950-1960. 1 chemise
- 251 Résistants civils, 1951-1958. 1 chemise
- 252 Relevé du nombre de personnes complètement ravitaillées jusqu'à

la prochaine récolte et des personnes en plus à ravitailler.
[Première moitié XXe siècle].

1 pièce

253

Exemplaire de la décision ministérielle rendue suite à la demande introduite par Edmond Goffin en vue d'obtenir la rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et courrier du directeur de la Direction des pensions aux victimes civiles de la guerre. 1971.

2 pièces

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. PERSONNEL

254 Pièces relatives à la nomination et à la démission de gardes forestiers. 1937-1969. 1 chemise

255 Arrêté du gouverneur de la province décidant de confier le service de la police rurale à un garde champêtre auxiliaire. 1948. 1 pièce

B. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE

256 Dossier relatif à la vérification des poids, mesures et instruments de pesage. 1941-1972. 1 chemise

257 Pièces relatives au règlement communal sur les décharges des immondices et sur les dépôts sauvages. 1972-1975. 1 chemise

258 Courrier de l'adjudant et commandant de la gendarmerie de Paliseul relatif à un bâtiment, sis route de Sart à Jéhonville, menaçant ruine et photographie afférente. 1973. 2 pièces

C. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

259 259 - 261 REGISTRES DES CONDAMNATIONS JUDICIAIRES. 1881-[SECONDE MOITIÉ XXE SIÈCLE]. 1881-1931. 1 volume

260 Volume II, [Seconde moitié XXe siècle]. 1 volume

261 Volume III, [Seconde moitié XXe siècle]. 1 volume

262 Dossier relatif aux condamnations et aux casiers judiciaires. 1920-1966. 1 liasse

--- Registre des condamnés. 1930-1953.

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES

- 263** Registre contenant la liste des personnes vaccinées et revaccinées. 1926-1962. 1 volume
- 264** 264 - 265 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPAGNES DE VACCINATION RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL. 1948-1973. Poliomyélite, 1958-1973. 1 liasse
- 265** Variole, 1948-1973. 1 chemise
- 266** 266 - 267 REGISTRES DES ASSUJETTIS À LA VACCINATION ANTIPOLIOMYÉLITIQUE OBLIGATOIRE. 1958-1978. 1958. 1 volume
- 267** 1967-1978. 1 volume
- 268** Registre destiné à l'inscription des enfants vaccinés contre la variole. 1962-1970. 1 volume
- ### B. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES
- 269** 269 - 270 DOSSIERS RELATIFS AUX MALADIES TOUCHANT LES ANIMAUX ET AUX MESURES DE PROTECTION PRISES POUR LUTTER CONTRE CELLES-CI. 1938-1976. Fièvre aphteuse, 1938-1967. 1 chemise
- 270** Rage, 1967-1976. 1 chemise
- 271** Dossier relatif au dévarronnage. 1955-1958. 1 chemise
- ### C. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
- 272** Courriers adressés à M. Grandjean-Croix la priant de prendre les

mesures utiles pour parer au danger que constitue l'état de la maison " Croix Auguste " située à Sart. 1966.

1 pièce

273 Pièces relatives à une maison sise rue des Chasseurs ardennais à Blanche-Oreille et menaçant ruine. 1972.

1 chemise

D. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

274 - 280 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES INTRODUITES PAR L'ADMINISTRATION COMMUNALE EN VUE D'OUVRIR DES CARRIÈRES DANS LES BOIS. 1930-1944.

274 Géronday, 1943.

1 chemise

275 La Haie, 1944.

1 pièce

276 La Haie et Derrière La Haie, 1933.

2 pièces

277 Le Chenet, 1936.

2 pièces

278 Lizu, 1931.

2 pièces

279 Nouvely, 1930-1931.

2 pièces

280 Rollé, 1931.

1 chemise

281 - 292 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES INTRODUITES EN VUE D'ÉTABLIR DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES. 1949-1972.

281 Chaidron Henry, 1970.

2 pièces

282 Charnet René, 1963-1965.

1 chemise

283 Diez Louis, 1969.

1 chemise

284	Englebert Victor (abbé), 1958-1961.	1 chemise
285	Gilsoul R., 1970.	1 chemise
286	Mouzelard René, 1969.	1 chemise
287	Pierret Georges, 1965-1967.	1 chemise
288	Pierlot Arsène, 1962-1963.	1 chemise
289	Pierlot Arsène, 1965.	1 chemise
290	Poncelet Paul et Joseph, 1949-1972.	1 chemise
291	Poncelet Victor, 1962-1963.	1 chemise
292	Toussain-Remy, 1961.	1 pièce
293	Autorisation délivrée par la Députation permanente et courrier du bourgmestre de Bertrix relatifs à l'exploitation, par l'administration communale de Bertrix, d'une carrière de schiste à ciel ouvert au lieu-dit " Les Rochettes ". 1954.	2 pièces
294	<i>E. AUTRES PRÉOCCUPATIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT</i> Questionnaire relatif aux problèmes d'altération de l'environnement. 11 août 1972.	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. MAISON COMMUNALE

- 295 Dossier relatif à la construction de la maison communale. 1959-1973.
- 1 liasse

2. LAVOIRS ET FONTAINES

- 296 Dossier relatif aux travaux réalisés sur les lavoirs et les fontaines. 1965-1968.
- 1 chemise

3. ÉCOLE

- 297 Plan dressé dans le cadre de l'amélioration des cours et préaux à l'école de Jéhonville. 1928-1938.
- 1 pièce

- 298 Plans et devis estimatif se rapportant à l'avant-projet pour la construction d'une nouvelle salle de classe mixte et pour l'amélioration, la transformation et la restauration des locaux scolaires. 1929-1931.
- 1 chemise

- 299 Dossier relatif aux travaux d'amélioration, de modernisation et d'aménagement des locaux scolaires. 1954-1976.
- 1 liasse

4. PLAINE DE SPORTS ET TERRAIN DE FOOTBALL

- 300 Dossier relatif aux travaux de construction et à l'aménagement d'une plaine de sports et d'un terrain de football. 1973-1987.
- 1 liasse

5. ÉGLISE ET PRESBYTÈRE

- 301 Procès-verbal d'adjudication des travaux de reconstruction et de restauration du presbytère. 1919.
- 1 pièce

- 302 Dossier relatif au projet de travaux de construction d'une avant-cour au presbytère. 1930-1933.

-
- 1 chemise
- 303** Dossier relatif à la construction d'une église provisoire. 1947-1949.
1 chemise
- 304** Dossier dressé dans le cadre du projet et des travaux de reconstruction d'une église en remplacement de celle détruite par un incendie. 1947-1966.
1 liasse
- 305** Dossier relatif aux travaux de restauration du presbytère. 1954-1956.
1 chemise
- 306** Dossier relatif au placement de cloches à la nouvelle église et à leur électrification. 1959-1961.
1 chemise
- 307** Dossier relatif à la construction, la fourniture et la pose d'un orgue dans l'église. 1959-1971.
1 chemise
- 308** Dossier relatif aux travaux d'ardoisage des murs de l'église. 1960-1965.
1 chemise
- 309** Dossier relatif au placement de vitraux à la nouvelle église. 1961-1965.
1 chemise
- 310** Dossier relatif à la fourniture de mobilier pour la sacristie. 1964-1967.
1 chemise
- 311** Dossier relatif aux travaux de transformation et d'aménagement du chœur de l'église. 1965-1967.
1 chemise
- 312** Pièces relatives aux travaux de renouvellement de la toiture et d'ardoisage des murs de l'église et du pignon de l'école d'Assenois. 1967-1969.
1 chemise
- 313** Dossier relatif aux travaux de restauration du chauffage de l'église. 1970-1987.
1 chemise
- 314** Dossier relatif aux travaux réalisés sur le clocher et le dôme du chœur de l'église. 1973.

1 chemise

6. CIMETIÈRE

315 Dossier relatif au projet de reconstruction du mur de l'ancien cimetière entourant l'église. 1916, 1930. 1 chemise

316 Dossier relatif aux travaux d'entretien du vieux et du nouveau cimetière. 1931. 1 chemise

317 Dossier relatif à la désaffectation du vieux cimetière entourant l'église. 1947-1948. 1 chemise

318 Dossier relatif à l'aménagement du cimetière communal. 1957-1960. 1 chemise

319 Dossier relatif aux travaux d'aménagement et de décoration florale du cimetière. 1973-1974. 1 chemise

7. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES

320 Pièces relatives à la démolition de la maison Collin à Blanche-Oreille. 1966. 1 chemise

B. TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT

321 Dossier relatif aux travaux de plantation d'ornements aux abords du monument et de la maison communale. 1973-1974. 1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS, ETC.)

322 - 342 DOSSIERS RELATIFS À LA MODERNISATION, À L'AMÉLIORATION ET À L'ENTRETIEN DE CHEMINS. 1926-1976.

322 322 - 330 AGRICOLES ET DE CULTURE. N° 4 (dit " Voie de Luchy "), 1928-1933. 1 chemise

--- N° 6, 1951-1953.

323	N° 26 (de la " Hasse "), 1963-1968.	1 chemise
324	N° 29 (dit " de l'Hermitage "), 1951-1952.	1 chemise
325	N° 30 (dit de la " Voliette "), 1961-1974.	1 chemise
326	N° 30 (dit " du Gros Bois "), 1942-1948.	1 chemise
327	N° 38, 1960-1964.	1 chemise
328	N° 45 (dit " La Haye), 1928-1933.	1 chemise
329	N° 66 (à Sart), 1966-1972.	1 chemise
330	N° 77 et 91, 1960-1965.	1 chemise
331	331 - 333 <i>GRANDE COMMUNICATION</i> . N° 22 et 23, 1936-1974.	1 liasse
332	N° 351, 1968-1973.	1 chemise
333	N° 706, 1974-1976.	1 liasse
334	334 - 342 <i>ORDINAIRES</i> . N° 3 (d'Ochamps), 1964-1968.	1 chemise
335	N° 4 (de Blanche-Oreille à l'embranchement de la route Liégeois), 1967.	1 chemise
336	N° 5 (de Jéhonville à Acremont), 1939-1968.	1 liasse

337	N° 6 (de Jéhonville à Assenois), 1958-1960.	1 liasse
338	N° 15 (de Acremont à Offagne), 1951-1953.	1 chemise
339	N° 20 (de Sart vers Offagne et Paliseul), 1926-1928.	1 cahier
340	N° 21 (de Sart à Paliseul), 1953-1958.	1 chemise
341	N° 23 (dit de Framont), 1951-1952.	1 chemise
342	N° 28 (de Jéhonville à Ochamps), 1951-1952.	1 chemise
343	Devis, cahier spécial des charges et plan relatifs à la construction d'aqueducs et de rigoles pavées à Acremont. 1932.	1 chemise
344	Dossier relatif aux travaux d'entretien ordinaire des chemins vicinaux. 1936-1940.	1 chemise
345	345 - 346 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA VOIRIE INTÉRIEURE. 1952-1961. Blanche-Oreille, 1956-1961.	1 chemise
346	Traversée de Sart, 1952-1957.	1 chemise
347	Dossier relatif à la construction d'égouts le long du chemin n° 39 à Acremont. 1957-1959.	1 chemise
348	Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un tronçon de chemin reliant Acremont à Blanche-Oreille et de raccordement de l'immeuble Ruth aux égouts, à la distribution d'eau et au réseau basse-tension. 1959-1961.	1 chemise
349	Dossier relatif à la demande de classement des chemins n° 19, 20 et 27 sur Orgeo, n° 62 sur Jéhonville et n° 27 sur Recogne dans la catégorie de grande communication. 1959-1968.	

-
- 1 chemise
- 350 Dossier relatif aux travaux de création d'accotements le long du chemin n° 1. 1960-1965. 1 chemise
- 351 Dossier relatif à la construction des égouts au chemin " des Finays ", à la construction d'un ponceau et au curage du ruisseau " des Finays ". 1960-1965. 1 chemise
- 352 Dossier relatif à la construction et à l'aménagement de trottoirs sur le territoire communal. 1960-1966. 1 chemise
- 353 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de chemins forestiers vers Luchy. 1960-1967. 1 liasse
- 354 Dossier relatif à la création d'accotements le long de la route n° 7 reliant Acremont à Blanche-Oreille. 1960-1971. 1 chemise
- 355 Courrier du conducteur du Service technique provincial sollicitant l'envoi de renseignements relatifs aux travaux effectués aux chemins forestiers sur le territoire communal et plans. 1972. 2 pièces

D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

- 356 - 357 DOSSIERS RELATIFS AU CURAGE DES RUISSEAUX. 1971-1972.
- 356 Finays, 1971-1972. 1 chemise
- 357 Masbourg, 1972. 1 chemise

E. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU
- 358 Plans dressés dans le cadre de l'établissement d'une distribution d'eau à Acremont. 1934-1935. 1 chemise
- 359 Plans et annexes au cahier des charges produits dans le cadre du

-
- projet d'établissement d'une distribution d'eau à Jéhonville. 1934-1935.
1 chemise
- 360 Dossier relatif à la restauration de la distribution d'eau à Blanche-Oreille. 1952-1956.
1 chemise
- 361 Dossier relatif aux travaux de renforcement de la distribution d'eau de la commune par le captage d'une nouvelle source dite " Le Rondou ". 1956-1960.
1 chemise
- 362 Dossier relatif à l'amélioration de la distribution d'eau à Acremont et à Sart. 1961-1965.
1 chemise
- 363 Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau vers l'écart de la Flèche et au raccordement de la section d'Acremont à ladite distribution. 1964-1967.
1 chemise
- 364 Pièces relatives aux travaux d'automatisation du système de pompage de la distribution d'eau de la section de Jéhonville et à l'extension du réseau basse tension vers ladite station. 1969-1970.
1 chemise
- 365 Plans dressés dans le cadre de l'établissement d'une distribution d'eau au hameau de Gurhaumont. [Seconde moitié XXe siècle].
1 chemise
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 366 Contrat et procès-verbal de réception provisoire relatif aux travaux de construction d'une cabine de transformation et d'un réseau de distribution électrique nécessaire à l'éclairage public et privé et à la petite force motrice de la commune. 1923-1924.
2 pièces
- 367 Pièces relatives à la fixation des ristournes à bonifier à la commune pour l'amortissement du réseau et de la cabine de transformation et présentant la situation des dépenses à amortir. 1931-1958.
1 chemise
- 368 Pièces relatives aux travaux de raccordement d'immeubles privés. 1948-1968.
1 pièce

-
- 369 Dossier relatif au renforcement des réseaux. 1951-1956.
1 chemise
- 370 Dossier relatif à l'électrification du moulin de la Flèche. 1953-1956.
1 chemise
- 371 Dossier relatif à l'électrification des fermes de Brédeaux et de Luchy. 1955-1971.
1 chemise
- 372 Dossier relatif aux travaux réalisés au réseau d'éclairage public. 1955-1975.
1 chemise
- 373 Procès-verbal de réception des travaux de déplacement des poteaux sur le réseau basse tension. 1956.
1 pièce
- 374 Dossier relatif aux travaux de modification du réseau électrique basse-tension de Blanche-Oreille suite à l'élargissement de la voirie. 1957.
1 chemise
- 375 Pièces relatives aux travaux d'extension du réseau basse-tension afin de permettre le raccordement de la salle des Œuvres. 1957-1958.
1 chemise
- 376 Pièces relatives aux travaux de modification du réseau électrique basse-tension à Jéhonville suite à la construction d'une nouvelle église. 1958-1959.
1 chemise
- 377 Dossier relatif au raccordement provisoire de la station de pompage. 1958-1960.
1 chemise
- 378 Procès-verbal de réception des travaux de remplacement et d'extension du réseau basse-tension d'Acremont. 1964.
1 pièce
- 379 Plan et courrier de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX) relatifs à l'installation d'un poste aérien avec raccordement haute-tension, route d'Ochamps. 1972.
1 chemise
- 380 Plan et courrier de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX) relatifs au

remplacement de supports vétustes et au renforcement de la ligne basse-tension à Acremont. 1975.

1 chemise

381 Plan dressé dans le cadre du raccordement du réseau moyenne-tension et du pylône aérien à Blanche-Oreille. 1975.

1 pièce

3. TÉLÉPHONE

382 Dossier relatif aux travaux exécutés par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) sur le territoire communal. 1961-1976.

1 chemise

4. AVIATION

383 Dossier relatif à la plaine d'aviation établie à Jéhonville. 1952-1976.

1 liasse

F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

384 Plan dressé dans le cadre du projet de construction d'une propriété pour M. de Stexhe. [1961 ?].

1 pièce

385 Pièces relatives à la demande introduite par l'Immobilière Goosse en vue d'obtenir l'autorisation de créer un petit étang. 1969.

1 chemise

386 - 390 DOSSIERS DE DEMANDES DE PERMIS DE BÂTIR. 1970-1976.

386 Administration communale (abris pour voyageurs), 1970.

1 chemise

387 Lamouline-Mouzelard Christian (habitation), 1976.

1 chemise

388 Otjacques-Ansay Albert (hangar), 1976.

1 chemise

389 Poncelet André (habitation), 1976.

1 chemise

390 Sauvenière Jules (habitation pour garde particulier), 1972-1973.

1 chemise

391 Courrier d'Henri Chaidron dans lequel il sollicite l'autorisation de

planter sa pâture au lieu-dit " Burtimpré " et réponse. 1972.
2 pièces

392 Listes des autorisations de bâtir octroyées pour l'année 1970.
1972.
1 chemise

393 Courriers de l'ingénieur en chef et directeur de l'Administration de
l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire relatifs à
l'implantation de constructions résidentielles et au placement
d'installations fixes ou mobiles pouvant servir pour l'habitation sur
deux terrains sis en zone rurale. 1974-1975.
2 pièces

394 Registre des permis de bâtir. 1974-1976.
1 volume

395 Pièces relatives à une infraction urbanistique qui aurait été
commise lors du déplacement d'une fosse à fumier. 1975-1976.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 396 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1937-1966.
1 chemise
- 397 Dossier relatif à la fixation des congés scolaires. 1938-1977.
1 chemise
- 398 Courriers du chef de la 1ère division de la Direction de l'enseignement primaire relatifs à l'organisation des écoles. 1949-1950.
1 chemise
- 399 Pièces relatives à l'ouverture d'écoles, la suppression ou le dédoublement de classes. 1951-1967.
1 chemise
- 400 Courriers adressés au gouverneur de la province relatifs aux bâtiments et à la population scolaire. 1965, 1975.
2 pièces

B. PERSONNEL

- 401 Courrier de l'inspecteur cantonal relatif à la désignation, à titre provisoire, d'une maîtresse de couture et à la décision prise par le Conseil communal d'accorder l'autonomie à l'école gardienne communale. 11 décembre 1956.
1 pièce
- 402 Relevé nominatif du personnel enseignant. 22 mai 1960.
1 pièce
- 403 Tableaux contenant la répartition des chefs d'école et des titulaires de classe des écoles primaires et gardiennes. 1974-1976.
1 chemise

C. FINANCES

- 404 Dossier relatif aux subsides octroyés aux écoles. 1956-1977.
1 chemise
- 405 405 - 406 COMPTES ANNUELS. 1964-1975.
1964-1966.
1 chemise

-
- 406 1971, 1973-1975. 1 chemise
- 407 *D. OBLIGATION SCOLAIRE*
Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. [Seconde moitié
XXe siècle]. 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

- 408 Courriers des responsables de la Société de pêche de Jéhonville sollicitant l'octroi de subsides et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal afférent. 1964-1965. 1 chemise
- 409 Dossier relatif au passage du Tour de France sur le territoire communal. 1971. 1 chemise
- 410 Questionnaire relatif au recensement des infrastructures sportives. 1974. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 411 Pièces relatives aux travaux forestiers exécutés sur le territoire communal. 1938-1971. 1 chemise
- 412 Dossier relatif aux dégâts occasionnés par les mulots et les campagnols aux cultures ainsi qu'aux mesures prises pour lutter contre ceux-ci. 1949-1956. 1 chemise
- 413 Dossier relatif aux travaux forestiers réalisés sur le territoire communal. 1955-1973. 1 liasse
- 414 Dossier relatif à la délimitation des zones agricoles et forestières. 1965-1966. 1 chemise
- 415 Procès-verbaux de constat et déclarations de dégâts agricoles. 1974-1976. 1 chemise
- 416 Pièces relatives aux demandes introduites par des agriculteurs en vue d'obtenir une prime pour culture dérobée. 1976. 1 chemise
- 417 Rapport d'activités de la Commission de constat des dégâts agricoles dressé suite au sinistre occasionné par la sécheresse de 1976. 1976. 1 pièce
- B. ÉLEVAGE
- 418 Listes des taureaux admis à la saillie, ajournés ou refusés transmises par le Service des conseillers de Zootechnie de l'État. 1948-1953. 1 chemise
- 419 419 - 420 REGISTRES DES TAUREAUX. 1950-1966. Approuvés, 1950-1964. 1 cahier
- 420 En âge de faire la saillie, non présentés aux expertises, refusés ou ajournés, 1951-1966.

1 cahier

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

- 421 Attestation d'activité délivrée à Georges Pierret, entrepreneur menuisier et charpentier. 24 avril 1972.

1 pièce

D. APPROVISIONNEMENT

- 422 Dossier relatif à la concession de la distribution d'énergie électrique. 1923-1955.

1 chemise

- 423 Tableaux présentant les statistiques mensuelles de l'activité industrielle de l'eau. Octobre 1972 - décembre 1976.

1 chemise

- 424 Tableaux dressés dans le cadre du recensement des ressources aquifères souterraines pour les années 1972 à 1974. 1973-1975.

1 chemise

XV. SOCIAL

A. FONDATIONS

- 425 Carnet d'arrérages de rentes concernant la fondation Dupuis. 1888-1961. 1 cahier

B. PRISE EN CHARGE ET PLACEMENT DES CHÔMEURS

Consulter en outre le n° 271 du présent inventaire.

C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

426 - 427 REGISTRES D'INSCRIPTION DES PERSONNES ADMISES AU BÉNÉFICE DE LA MAJORATION DE RENTE DE VIEILLESSE. 1950-1970.

- 426 Après enquête sur les ressources, 1950-1970. 1 volume

- 427 Sans enquête sur les ressources, 1956-1970. 1 volume

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

- 428 Carnet d'arrérages de rentes concernant le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique. 1879-1961. 1 cahier

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

- 429 Registre aux délibérations. 9 octobre 1952 - 13 décembre 1976. 1 volume

- 430 Extraits du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique. 1952-1961. 1 chemise

2. CADRE GÉNÉRAL

- 431 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique relative à son affiliation à l'Association intercommunale d'œuvres médico-sociales de la Haute-Lesse. 1970. 1 pièce

3. PERSONNEL

- 432 Dossier relatif à la nomination des membres de la Commission d'assistance publique. 1936-1975. 1 chemise

- 433 Dossier relatif à la demande de pension introduite par Marie Winand, secrétaire à titre provisoire et receveuse à titre définitif, ainsi qu'à la nomination de Joseph Parache à sa succession à titre intérimaire. 1972-1973. 1 chemise

4. PATRIMOINE

- 434 Pièces relatives au litige qui oppose la Fabrique d'église à la Commission d'assistance publique concernant un terrain. 1976. 1 chemise

5. FINANCES

435	435 - 438 BUDGETS ANNUELS. 1948-1977. 1948.	1 cahier
436	1950-1959.	1 chemise
437	1960-1969.	1 chemise
438	1970-1977.	1 chemise
439	439 - 441 COMPTES ANNUELS. 1950-1976. 1950-1955, 1957-1959.	1 chemise
440	1960-1969.	1 chemise
441	1970-1976.	1 chemise
442	Pièces justificatives aux comptes annuels. 1972.	1 chemise
443	6. EXÉCUTION DES TÂCHES Dossier relatif à l'intervention des pouvoirs publics dans les frais d'entretien et aux secours octroyés. 1951-1977.	1 liasse
444	444 - 446 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES DE SECOURS INTRODUITES PAR DES PARTICULIERS. 1968-1972. De. E., 1970-1971.	2 pièces
445	De. O., 1968.	2 pièces
446	Li. P. (veuve), 1970-1972.	1 chemise

XVII.FABRIQUES D'ÉGLISE

A. PAROISSE SAINT-ÉTIENNE D'ASSENOIS

- 447 447 - 449 BUDGETS ANNUELS. 1943-1969.
1943-1945, 1947. 1 chemise
- 448 1954-1959. 1 chemise
- 449 1961, 1963-1967, 1969. 1 chemise
- 450 450 - 452 COMPTES ANNUELS. 1941-1968.
1941-1944, 1946-1948. 1 chemise
- 451 1953-1959. 1 chemise
- 452 1960, 1962-1968. 1 chemise

B. PAROISSE SAINT-MAXIMIN DE JÉHONVILLE

1. PERSONNEL

- 453 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique relatifs
à la fixation du traitement du personnel d'église. 1965. 1 chemise
- 454 Extrait du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique relatif à
la nomination d'un sacristain et d'un organiste. 1972-1973. 1 pièce

2. PATRIMOINE

- 455 Dossier relatif à la location et à la relocation de biens ruraux
appartenant à la Fabrique d'église. 1963-1972. 1 chemise
- 456 Pièces relatives à l'échange de terrains, sis aux lieux-dits " Chemin
de l'Hermitage ", " Montraodige " et " Haie du prêtre ", entre la
Fabrique d'église et Émile Chaidron. 1969-1973. 1 chemise

3. FINANCES

457	457 - 461 BUDGETS ANNUELS. 1929-1973. 1929.	1 cahier
458	1941-1949.	1 chemise
459	1950-1959.	1 chemise
460	1960-1969.	1 chemise
461	1971-1973.	1 chemise
462	462 - 467 COMPTES ANNUELS. 1927-1971. 1927, 1929.	2 cahiers
463	1930.	1 cahier
464	1940-1941, 1943-1949.	1 chemise
465	1950-1959.	1 chemise
466	1960-1969.	1 chemise
467	1971.	1 cahier